

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2026-01-15-00002

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
SOCIÉTÉ SUEZ RR IWS SOLUTIONS FRANCE
ZA de l'Artel – 82100 Castelsarrasin
Modification des conditions d'exploiter

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

*Le Préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,*

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 février 1996, modifié, autorisant la société de collecte de déchets liquides (SOCODELI) à exploiter une station de transit, stockage ou regroupement d'huiles usagées, de solvants et autres déchets industriels provenant d'installations classées sur le territoire de la commune de Castelsarrasin (82) ;

VU le récépissé de changement d'exploitant en date du 18 août 2016 au profit de SUEZ RR IWS CHEMICALS FRANCE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 décembre 2022 portant modification des conditions d'exploiter une station de transit, stockage ou regroupement d'huiles usagées, de solvants et autres déchets industriels provenant d'installations classées sur le territoire de la commune de Castelsarrasin (82) ;

VU la demande du 19 février 2023 présentée par l'exploitant ;

VU le rapport de l'inspection en date du 10 novembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté, le 19 décembre 2025 par courriel, à la connaissance du demandeur ;

VU la réponse du demandeur par courriel en date du 8 janvier 2026, mentionnant ses observations sur les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que la modification consiste en l'ajout d'une installation de pompage de déchets dangereux et non-dangereux permettant de regrouper dans des contenants plus grands les déchets arrivant en petits contenants ;

CONSIDÉRANT que la modification consiste en la modification du tableau de classement par diminution de la quantité de solvants usagés (passage de 192 tonnes à 74 tonnes) et l'augmentation de la quantité d'eaux souillées (passage de 35 tonnes à 153 tonnes) sans changement du tonnage autorisé pour la rubrique 2718 ;

CONSIDÉRANT que la modification consiste en la mise à jour des dispositions constructives présentes sur le site ;

CONSIDÉRANT l'étude des flux thermiques présente dans le dossier qui indique que les flux thermiques de 8 kW sont maintenus dans l'enceinte du site ;

CONSIDÉRANT que l'ajout de l'installation de pompage et la réorganisation des quantités de stockage des produits n'entraînent pas de modification de classement de l'installation ;

CONSIDÉRANT que le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, en particulier qu'il ne génère aucune situation de nature à amplifier les dangers vis-à-vis des tiers et des personnes déjà recensés par l'activité du site et qu'il n'accroît pas significativement les nuisances du site ;

CONSIDÉRANT que le projet de modifications susvisé ne constitue donc pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions contenues dans cet arrêté sont de nature à garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des projets de modifications ne rendent pas nécessaires la consultation de Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CodeRST) ;

Sur proposition de madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne ;

A R R Ê T E

Article 1 : Exploitant

La société SUEZ RR IWS SOLUTIONS FRANCE, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé ALTIPLANO 4 PLACE DE LA PYRAMIDE 92800 PUTEAUX, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour son installation de tri et transit de déchets dangereux sise zone artisanale de l'Artel sur le territoire de la commune de Castelsarrasin.

Article 2 : Tableau de classement

Le tableau de classement présent à l'article 3 de l'arrêté du 22 février 1996 modifié est remplacé comme suit :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux.	Déchets dangereux d'une capacité maximale de 499 t, dont au maximum : Solides organiques 112 t, Emballages souillés 24 t, Emballages métalliques 5 t, Eaux souillées 153 t, Emballages papier/carton 5 t, Solvants usagés conditionnés 74 t, Réactifs PCL 25 t, Acides/bases 34 t, Aérosols 15 t, Phytosanitaires 16 t, Tubes fluorescents 1 t, Piles, batteries 10 t, Médicaments 15 t, Solides minéraux 10 t	A
3550 *	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Solvants usagés et autres déchets dangereux d'une capacité maximale de 499 t	A

A : Autorisation

Article 3 :

La prescription technique A.1.5 annexée à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 février 1996, modifié, est remplacé comme suit :

« Les bâtiments d'exploitation et de stockage des conditionnements neufs sont implantés et aménagés de telle sorte qu'en cas d'incendie, les zones de dangers graves pour la vie humaine restent à l'intérieur des limites de propriété aussi bien pour les effets toxiques que les effets thermiques.

Les parois sont installées selon les plans et descriptions techniques figurant en annexes du courrier du 6 mars 2018 et répondent aux principes suivants :

- pour le hall d'exploitation : murs coupe-feu REI 120 séparant en deux volumes distincts le bâtiment (504 m² chacun avec hauteur de 5 mètres), et comprenant un retour de 2,5 mètres sur chaque paroi extérieure, revêtement A1 en toiture permettant de supprimer le risque d'effets domino entre les deux volumes ainsi délimités dans le hall ; Les murs extérieurs du bâtiment sont constitués de bardage métallique sur les parois fermées. À l'intérieur du bâtiment des trottoirs de 20 cm permettant de délimiter plusieurs zones de rétention ;

- pour le bâtiment de stockage des conditionnements neufs : aire de stockage de 183 m² délimitée physiquement par des parois et une toiture en bardage métallique et un sous-bassement en béton de 1 mètre. Le stockage s'effectue en masse sur cette zone sans dépasser 3 mètres de haut. Le stockage en benne est interdit.

Les bâtiments sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les dispositions constructives doivent être justifiées et les justifications tenues à la disposition de l'inspection de l'environnement.

À l'intérieur des bâtiments, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Le sol des aires de stockage des déchets est imperméable aux produits susceptibles de s'y déverser. Il est constitué d'un dallage en béton (de classe d'usage XA2) doublé d'une géomembrane (de type PEHD) en sous-face afin de garantir une parfaite étanchéité. »

Article 4 : Manipulation

La prescription technique F1 annexée à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 février 1996, modifié, est remplacée comme suit

« Il est interdit de se livrer à l'intérieur des dépôts à des réparations quelconques des récipients ou à toute manipulation de produits : transvasement ou autre sauf si le contenant est défectueux.

Le transvasement n'est autorisé que pour les eaux souillées.

L'exploitant met en place une procédure de réalisation de l'activité de pompage des eaux souillées.

Cette procédure comprend à minima :

- le moyen de vérification de la compatibilité des produits mélangés ;
- le protocole de nettoyage pour s'assurer de l'absence de dangers lors de changement de produits mélangés notamment en cas de produits incompatibles ;
- le protocole des phases de démarrage et redémarrage suite à un dysfonctionnement ou incident.

Cette activité n'est autorisée que pour les eaux souillées non-inflammable. »

Article 5 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et- pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Notification - Exécution

L'arrêté est notifié à l'exploitant.

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne.

Copie en est adressée :

- au maire de la commune d'implantation ;
- au Sous-Préfet de l'arrondissement compétent.

À Montauban, le **15 JAN. 2026**

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale

Edwige DARRACQ

Délai et voies de recours

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge des installations classées – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.